

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

AVENANT DU 12 FÉVRIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET AUX INDEMNITÉS
POUR L'ANNÉE 2008
(BOURGOGNE)
NOR : ASET0850430M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Bourgogne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

L'union régionale FO ;

La CFTC,

D'autre part,

Suite à la réunion paritaire du 4 février 2008, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

A. – Minima annuels

Les barèmes des minima annuels applicables aux ouvriers des travaux publics sont fixés pour l'année 2007, cela pour un horaire collectif de 35 heures par semaine ou de 35 heures par semaine en moyenne sur l'année.

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM ANNUEL BRUT
N1 P1	16 800
N1 P2	17 120
N2 P1	17 800
N2 P2	19 850
N3 P1	21 055
N3 P2	23 180
N4	25 150
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.	

B. – Indemnités de sujétion

Les barèmes des indemnités de sujétion applicables aux ouvriers des travaux publics sont fixés comme suit à compter du 1^{er} mars 2008 :

Repas : 10,30 €.

(En euros.)

ZONE	KM	TRANSPORT	TRAJET
1	0-10	2,10	1,55
2	10-20	4,20	2,95
3	20-30	6,70	4,25
4	30-40	8,40	5,60
5	40-50	10,50	6,95

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent :

- pour les minima annuels, pour l'année 2008 ;
- pour les indemnités de sujétion, à partir du 1^{er} mars 2008.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux ouvriers des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région de Bourgogne.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Dijon par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dijon, le 12 février 2008.

(Suivent les signatures.)